

Au sommaire

- 4 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Urbanisme / Construction. Prorogation du délai de validité de certaines autorisations d'urbanisme
Emprunt / Prêt. Validité de la clause d'anatocisme insérée dans un prêt viager hypothécaire antérieur au 6 août 2008
Servitude. Conditions du déplacement par le propriétaire du fonds servant de l'assiette d'une servitude de passage
- 7 DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**
Conflit de juridictions. Divorce prononcé à l'étranger et date de caducité des mesures de l'ordonnance française de non-conciliation
- 8 ENTREPRISE**
Société à responsabilité limitée (SARL). Précisions sur la liberté de révocation du dirigeant social d'une SARL
Société à responsabilité limitée (SARL). Droit propre des associés d'agir en réparation d'un préjudice subi par la société
- 10 FISCAL**
Procédure fiscale. Précision concernant la notion d'indépendance dans le cadre de l'examen de conformité fiscale
Impôts locaux. Ajout en 2026 d'un code 2D-Doc sur les taxes foncières en vue de protéger les locataires
- 12 RURAL**
Baux ruraux. Date d'appréciation des conditions de la reprise
- 13 PROFESSION**
Acte notarié. Effets des irrégularités de forme de la copie exécutoire sur son caractère authentique

À LA Une

Avis de la 1^{re} chambre civile de la Cour de cassation : le préciput n'est pas une opération de partage

À l'occasion de la question qui lui était soumise du bien-fondé de l'application par l'administration fiscale du droit de partage lors de l'exécution d'une clause de préciput, la chambre commerciale de la Cour de cassation avait, par un arrêt du 16 octobre 2024, renvoyé à la première chambre civile la question de la nature du prélèvement préciputaire. Celle-ci a livré son avis le 21 mai 2025.

> **LIRE P. 1**